

# Echos de la résistance au Maroc Octobre 08



Numéro 5 (29 Octobre 2008)

## Edito

### Octobre Rouge et/ou Noir

Octobre a rougi pour la première fois en 1917 en Russie, grâce aux bolcheviques qui ont rendu probable le rêve ancestral de l'humain dominé par l'humain, en réalisant la révolution d'octobre rouge.

Noir, pour l'exploitation et la domination qui fut réduite en cendres par le marxisme de Lénine.

Rouge étincelant pour le mouvement social à Bouarfa et ailleurs au Maroc.

Rouge de fierté pour notre secrétaire national, Abdellah Harrif et notre camarade, Fakir Ali qui ont répondu avec des arguments éclairants et convaincants aux propos d'un ancien homme d'uniforme, ignorant, qui a proposé la dissolution de notre mouvement.

Octobre noir, comme la mort qui guette le capitalisme et le néolibéralisme à l'agonie.

Noire telle la colère des familles et du peuple marocain pour ses disparus qui resteront à jamais dans notre préoccupation.

Egalement, noir tel le deuil des familles des victimes des inondations causées par les pluies torrentielles dans tout le pays (au moins une trentaine de victimes).

Noir, pour le régime marocain responsable et coupable des crimes politiques et économiques des années noires, dites de plomb ; par ailleurs ce dossier reste ouvert plus que jamais, précisément, aujourd'hui le 29 octobre, journée des disparus marocains où en 1965, le leader Mehdi Ben Barka fut assassiné à Paris, après son autocritique ; que nous commémorons au Maroc et à Paris. Pour nous, ce dossier restera d'actualité tant que les criminels ne seront pas jugés.

Rouge, comme le sang de nos martyrs qui nous ont tracé le sentier de la dignité et de la libération démocratique et ce n'est pas un ancien policier, habitué à se courber, qui fléchera nos convections et noircira la brillance croissante et irréversible de l'étoile rouge de la voie démocratique dans le ciel du Maroc.

EL Hachmi Rhrissi

## Le Mouvement social

Avec la coordination locale contre la hausse des prix et la défense des services public à Bouarfa , la population de la région, victime des intempéries naturelles et de la politique marginalisant du makhzen était dans la rue, le vendredi matin, 10 octobre 2008.



## La fermeté et la cohérence de la Voie Démocratique dans ses principes

*Eclaircissements et Remarques sur « l'interview » du dénommé BAHJ*

Au lendemain du 2ème congrès national d'ANNAHJ ADDIMOCRATI, en été 2008, le fils d'un général de l'armée du Maroc, et à la tête de quelques individus recrutés pour l'occasion, organise un « sit in » provocateur devant le siège central d'ANNAHJ . La presse a rapporté que ces mercenaires avaient protesté par la suite car le fils à papa n'a pas tenu sa parole quant au prix à payer

Après, c'est au tour de l'appendice des services de sécurités marocains « le sahara marocain » de vouloir poursuivre ANNAHJ devant les tribunaux

Aujourd'hui, c'est au tour d'un flic, « membre du conseil royal consultatif pour les affaires sahariennes- Corcas » de « demander au premier ministre de dissoudre ANNAHJ ADDIMOCRATI », organisation marxiste légale.

Pourquoi cette furie

– Quelques éclaircissements

A – ANNAHJ ne fait pas du problème du Sahara occidental l'une de ses priorités

B – Les marxistes marocains n'ont fait depuis la naissance du mouvement marxiste léniniste marocain (année 1970) que souligner le principe de « l'autodétermination des peuples » y compris le peuple sahraoui

C- ANNAHJ ADDIMOCRATI s'est défendu d'aller au-delà de la défense du principe d'autodétermination : il revient aux sahraouis de décider de leur avenir

D – ANNAHJ n'a jamais fait de la position (sur le Sahara) un élément principal dans ses rapports avec les uns et les autres. Ses alliances sont déterminées par les engagements réels des uns et des autres dans la lutte contre le bloc de classes dominant, contre la mafia makhzanienne, contre l'Etat, véritables responsables des malheurs du peuple marocain

La position d'ANNAHJ n'a jamais constitué un « handicap » dans ses relations avec les 3 composantes du « RGD », ni un obstacle à ses activités militantes aux seins des syndicats militants et aux seins des associations amazighes, féminines, de jeunes de la défense des droits humains...

– Pourquoi certains appendices des services de sécurité montrent leurs crocs

A – Ce n'est pas par nationalisme. Pourquoi

-parce que ces individus font partie d'un système lié politiquement, économiquement, militairement... aux pires ennemis du peuple marocain : l'impérialisme et le sionisme

[www.annahjaddimocrati.org/fr](http://www.annahjaddimocrati.org/fr)

## La Voie Démocratique France

- parce que ces individus font partie d'un système qui protège les suceurs du sang des millions de travailleurs marocains, qui protège les dépouilleurs des paysans marocains, qui protège les pilliers des richesses nationales marocaines, qui protège les dilapidateurs des deniers publics marocains

- Ces individus défendent un système parasite, car ils en font partie

- Ces individus ne sont pas des patriotes. Les vrais nationalistes se trouvent dans le front anti-impérialiste, anti-sioniste et anti-makhzanien : ces sont les militants des organisations progressistes et démocratiques, tels les militants des 4 organisations de RGD, tels les prisonniers politiques... et autres militants de gauche marxiste

B – Le conflit du Sahara est source d'enrichissement de certains

- A qui profite le conflit ? Ce conflit qui dure depuis 34 a englouti une grande partie de la richesse nationale. Personne n'ose demander des comptes : le budget de l'armée et celui du palais font partie du monde des tabous. Secret militaire ? Mon œil ! Aux USA, en guerre à travers le monde, on discute le budget de l'armée, le budget des « différents départements de sécurité », le budget de la maison blanche, le salaire du chef de l'Etat

-le conflit du Sahara permet

\* A certains de s'enrichir illicitement

\* A certains de gagner des galons sans courir aucun risque, galons qui ouvrent de nouvelles perspectives d'enrichissement

\* A certains d'en profiter politiquement pour détourner l'attention des masses populaires et leur faire oublier la misère quotidienne

\* A certains de justifier leur collaboration de classes, de « la paix sociale » et des autres balivernes, et tout cela au nom « de la cause sacrée »

\* A des ennemis des peuples de la région (puissances étrangères, régimes de la région, généraux et autres rapaces locaux) de perpétuer le conflit, et d'attiser les tensions pour saper le mouvement de l'unité démocratique des peuples de la région

– 3<sup>es</sup> allégations du flic Mohamed Ahmed Bahi

Le quotidien « Aujourd'hui Le Maroc », quotidien financé par des forces occultes et qui n'a jamais défendu une cause juste, a publié (le mardi 7 octobre 2008) l'appel à la croisade contre ANNAHJ ADDIMOCRATI du dénommé Mohamed Ahmed Bahi. Ce flic de longue date, demande à l'Etat de dissoudre ANNAHJ ADDIMOCRATI, organisation politique qui a pu arracher sa légalité en juillet 2004 après d'âpres luttes

Résumons les arguments du flic

» -La position du pari d'Annahj constitue une haute trahison envers la patrie«

Remarque : la position d'ANNAHJ n'est autre que la position du mouvement marxiste -léniniste marocain depuis 1970, position défendue par ILA AL AMAM jusqu'à la création d'ANNAHJ qui constitue sa continuité politique et idéologique

Position réaffirmée par son premier congrès, et dans des communiqués publics. La position d'ANNAHJ n'a jamais constitué un secret pour personne. Le palais a « invité » ANNAHJ à participer au dialogue sur la question du Sahara, ANNAHJ avait décliné par écrit cette « invitation » pour des considérations liées essentiellement à sa position de principe.

Pour « accorder » sa légalité à ANNAHJ, ceux de l'intérieur ont bien dit : on ne discute pas vos positions politiques et convictions idéologiques, mais ce qui nous intéresse c'est votre conviction réelle de militer dans la légalité

L'Etat sait que nous sommes intraitables quant à nos positions politiques y compris celles sur le Sahara et, à nos références idéologiques marxistes léninistes

Nous avons décidé par choix politique de militer dans la légalité, si aujourd'hui certains veulent qu'on revienne à l'expérience des années soixante dix, qu'ils assument leur responsabilité

» -D'où la nécessité, voir l'urgence, d'une mobilisation générale pour faire respecter la loi«

[www.annahjaddimocrati.org/fr](http://www.annahjaddimocrati.org/fr)

## La Voie Démocratique France

Remarque:

ANNAHJ n'a pas piétiné « la loi ». ANNAHJ n'a fait que réitérer une position bien connue de tous depuis des décennies. Une position exprimée et défendue publiquement à l'intérieur du Maroc. Du côté de la loi, rien de nouveau

Le sieur Bahi se comporterait en bon patriote s'il avait appelé à une mobilisation générale contre la cherté de la vie, contre le chômage, contre l'injustice, contre l'immunité dans les crimes politiques et économiques...

» -Plus clairement, j'appelle le chef du gouvernement à intervenir pour dissoudre le parti Annahj«

Et oui, notre flic n'a pas d'arguments, ne peut ni discuter ni débattre. L'Etat doit intervenir pour interdire. C'est l'un des adeptes de la politique du bâillonnement!!

» -Cet acte est d'autant plus grave qu'il suscite chez les habitants du Sahara marocain et les membres des tribus sahraouies en particuliers plusieurs interrogations auxquelles le gouvernement, le Parlement, et toutes les instances officielles, sont appelés à apporter une réponse claire, énergique et vigoureuse«

Remarque

Le flic, se veut porte-parole des sahraouis, exprime « leurs inquiétudes, leurs exigences ». S'il est sûr de ce qu'il raconte pourquoi refuse-t-il à ces mêmes sahraouis le droit de s'exprimer directement et librement ? De décider de leur avenir ? Pourquoi quadrille-t-on les villes du Sahara occidental ? Pourquoi empêche-t-on les sahraouis de dire ce qu'ils pensent ? Pourquoi des prisons se gorgent de prisonniers politiques sahraouis

» -Le parti Annahj représente la cinquième colonne pour les services de renseignements algériens et du Polisario ...Ce sont ces services -...- qui se chargent du financement des activités du parti d'Annahj«

Remarque

Le flic sort la grande artillerie pour justifier la trahison ! Pauvre imbécile!

ILA AL AMAM d'abord, et ANNAHJ par la suite n'ont jamais remis en cause, ni mis en doute, leur indépendance politique, financière et organisationnelle. C'est un principe inaliénable

La défense (publiquement) du principe de « l'autodétermination des peuples » est un principe qui fait partie de notre identité

Aucun militant marxiste conséquent ne peut se mettre au service d'un Etat étranger, ni être l'instrument d'une organisation étrangère. Annahj n'est pas comme les services auxquels appartient le sieur Mohamed Ahmed Bahi qui acceptent d'exécuter les sales besoins telle la torture sur commande des prisonniers livrés par la CIA, de coordonner des opérations avec les sionistes, de permettre à l'ennemi américain d'utiliser le Maroc comme base de frappe menaçant ainsi l'existence même des peuples du Moyen Orient

Les seuls algériens qui étaient invités au 2ème congrès d'Annahj, ce sont des militants marxistes qui se trouvent entre le choléra du régime algérien et la peste intégriste. Ce sont nos camarades de combat contre l'impérialisme, contre le sionisme et contre les régimes locaux

Quant au financement prétendu, tes maîtres connaissent mieux la réalité. La comptabilité est là. Annahj a des problèmes financiers pour maintenir la périodicité d'un mois de son organe, pour payer son local central, 90% des sections n'ont pas de quoi avoir un local. Les réunions se font dans les locaux des partis amis. Nous n'avons aucun « professionnel » pris en charge par Annahj

Annahj « vit » des cotisations de ses militants et sympathisants et par leur travail « volontaire »

» -Monsieur Harif met à la disposition des services algériens un bataillon d'espions«

La démence de l'énergumène a atteint son « apogée ». Il a besoin d'être interné pour quelques temps au « 36 » à Casablanca

[www.annahjaddimocrati.org/fr](http://www.annahjaddimocrati.org/fr)

Le bonhomme divague : il prend Annahj pour une superpuissance. Un bataillon d'espions ?  
Peux-tu nous donner un seul nom ?

Conclusion

Qui est derrière ces sorties ? Qui orchestre ces campagnes contre ANNAHJ  
De toute façon, le (es) commanditaire(s), doivent savoir que nos convictions ne vont pas  
changer, et cela quelque soit le prix à payer.

Ali Fkir

## **Autocritique : les trois erreurs mortelles de Mehdi Ben Berka**



Dans ces conditions extérieures et intérieures, nous nous trouvons devant des tâches nombreuses et difficiles et ne nous pouvons ne pas y faire face. Mais ces tâches nouvelles nécessitent que nos méthodes également changent. La manière dont nous nous conduisons auparavant n'est plus de mise aujourd'hui.

Il me paraît que dans le passé, nous nous étions laissés entraîner particulièrement dans trois erreurs essentielles ; lesquelles seraient absolument mortelles, si elles étaient reprises dans les circonstances actuelles.

- 1) **La première erreur consiste essentiellement dans l'appréciation que nous portions sur les compromis que nous étions obligés de passer avec l'adversaire ;**
- 2) **La seconde consistait dans les luttes que nous menions en vase clos en dehors de la participation populaires ;**
- 3) **La troisième, dans le manque de netteté dans les prises de positions idéologiques. Nous ne disions pas avec précision qui nous étions.**

**Mehdi Ben Barka.**

*Président de la tricontinentale, leader mondial des non alignés*

## **Communiqué de la famille du disparu marocain Omar EL OUASSOULI**

Famille du Disparu Marocain

le 29 octobre 2008

Omar EL OUASSOULI

Maroc : [elouassouli@yahoo.fr](mailto:elouassouli@yahoo.fr)

France : [elwassouli01@aliceadsl.fr](mailto:elwassouli01@aliceadsl.fr)

### **COMMUNIQUE**

A l'occasion la journée du disparu

Notre famille comme toutes les autres familles de disparus célèbre cette journée, date anniversaire de l'enlèvement et de l'assassinat du leader Mehdi Benbarka, avec détermination à poursuivre le combat pour la vérité et la justice et jusqu'à la divulgation du sort de tous les disparus.

A cette occasion, notre famille tient à renouvelée sa plus forte indignation face à la négation de l'état marocain du droit le plus élémentaire des familles des disparus à savoir la vérité sur le sort des leurs. Comme les autres familles, nous n'avons cessé de demander au CCDH de nous fournir les éléments en sa possession récoltés par l'IER. Ce dernier et par la voix de son président M. HARZENI, nous a opposé un mépris totale par des mensonges qui consistent à imputer à la volonté des familles le refus de rendre public le résultats d'investigations.

Mais cette attitude peut se traduire que le manque de volonté politique de l'Etat à clore ce dossier de disparitions forcées d'une manière juste et équitable et en premier lieu la divulgation du sort de tous les disparus.

Rappelons que dans notre cas, l'IER avait conclu dans son rapport que les critères de la disparition forcée ne s'appliquaient alors que le peu des éléments fournis par l'IER devait la conduire à la conclusion inverse. En effet et selon l'IER la dernière trace de Omar se localisait au commissariat de Tétouan où il était détenu à partir du 2 juin 1988. Ainsi les données ont été manipulées par un tour de passe passe pour la seule fin de dédouaner l'état dans cette disparition forcée. Il est donc clair pour notre famille que la responsabilité de l'état est établie et elle est comptable de sa vie. En cela, ils ont commis et ils continuent à commettre un autre crime.

Par ailleurs le CCDH a supervisé des centaines de prélèvements d'ADN, or et jusqu'à ce jour aucun résultat n'a été divulgué. Dès lors on serait en droit de nous poser la question sur les motifs de ce retard important au regard des délais requis dans ce genre de situation. On peut imaginer le pire comme la tentative de bidouiller encore une fois la vérité afin de la rendre conforme aux souhaits des autorités comme ce qui était fait dans notre cas.

Tout en affirmant notre détermination à continuer ce combat (qui nous est imposé), nous lançons un nouvel appel aux plus hautes autorités de l'état à sortir de cette logique qui heurte les consciences des familles et qui les plonge dans une interminable attente et pour des générations. Un état qui se respecte doit faire face et assumer avec courage les actes les moins glorieux de son histoire. Quel acte plus noble que celui de permettre vérité et justice ? Rien que la vérité, Rien que la justice.

Pour la Famille du Disparu Marocain Omar El ouassouli

Abdelkrim EL OUASSOULI

## Communiqué de la Voie démocratique France

### LA VOIE DEMOCRATIQUE

France Paris 29/10/08  
annahjfrance@ yahoo.fr  
www.annahjaddimocrati.org

LE MARTYR Mehdi BEN BARKA  
43 ans d'impunité du régime au Maroc

Avec la complicité de la police française et des services sionistes et américains, le régime au Maroc a dépêché le 29 octobre 1965 ses barbouzes pour assassiner Mehdi Ben Barka. Depuis son exil en 1963, Mehdi Ben Barka, a pris sa place naturelle aux cotés des grands révolutionnaires tricontinentaux pour mettre en place une structure capable de faire face aux visées impérialistes, et d'instruire l'option révolutionnaire qui rompt avec les illusions politiques du mouvement national marocain. Mais l'abominable crime l'empêcha d'accomplir ces objectifs.

Plus tard, le monde va découvrir le visage criminel du régime à travers les charniers, les bagnes, des centaines de disparus (EL WASSOULI, EL MANOUZI ROUISSI...), les centres de tortures. Ses crimes, qui restent impunis ou non élucidés, exigent de la communauté internationale de sortir de son silence et d'appuyer les forces démocratiques marocaines dans leur lutte contre l'impunité et la recherche de la vérité.

Aujourd'hui, la plupart des compagnons de Mehdi Ben Barka a sombré dans la compromission politique, se laissant prendre au jeu du makhzen en apportant leur caution à la démocratie de façade.

Durant les quinze dernières années, le dossier des violations graves des droits humains au Maroc a été le théâtre d'affrontement entre deux visions opposées : la première est convaincue que son règlement suppose 'de tourner la page' pour permettre au pouvoir en place de construire sa légitimité et rétablir la confiance de ses institutions, acceptant la seule réparation pécuniaire. La seconde vise à ce qu'un règlement juste et équitable du dossier des violations graves des droits humains au Maroc passe nécessairement par l'application des standards internationaux en matière des droits humains à savoir le droit à la vérité, le droit à la justice, la lutte contre l'impunité...

La Voie Démocratique milite pour la traduction dans la réalité de ces principes ; ce qui exige :

- de permettre à toutes les victimes et à l'ensemble de la société de connaître la vérité complète concernant les violations y compris ses causes profondes, ses circonstances, ses conséquences et les responsables de ces violations,

## La Voie Démocratique France

- la traduction des responsables en justice et les démettre de leurs fonctions, et la dissolution des services responsables de ses crimes
- la réparation des préjudices subis aux victimes directes et indirectes,
- la demande officielle du pardon de l'état.
- la prise de toutes les dispositions pour immuniser notre pays contre de telle barbarie, à commencer par l'instauration de l'état de droit, doté d'une constitution incarnant la souveraineté du peuple marocain.

## **Contact : échos de la résistance au Maroc :**

[annahfrance@yahoo.fr](mailto:annahfrance@yahoo.fr) (France)

[Site\\_Annahj\\_vd@yahoo.fr](mailto:Site_Annahj_vd@yahoo.fr) (Maroc)